



A L'hôpital de Kigali. La nuit, les extrémistes nus, partisans d'une guerre à outrance, continuent de semer la terreur.

## RWANDA DANS LE CAMP RETRANCHÉ DU GOUVERNEMENT RWANDAIS

A Gitarama, au sud de Kigali, où les ministres sont réfugiés depuis début avril, et dans la capitale, où ne reste qu'une armée fantomatique, le camp gouvernemental perd pied. Incapable de résister à la pression militaire des rebelles et à la surenchère de ses propres miliciens, qui poursuivent leurs atrocités.

L'émissaire spécial des Nations unies, Iqbal Riza, s'est entretenu hier avec le gouvernement rwandais réfugié à Gitarama. Ces discussions portaient sur le déploiement de 5 500 soldats de l'ONU au Rwanda. Iqbal Riza avait rencontré les dirigeants rebelles lundi, sans parvenir à les persuader d'abandonner leurs exigences pour que les Nations unies limitent le déploiement des Casques bleus à 2 500 hommes.

### Gitarama-Kigali, envoyé spécial

Au bout d'une piste défoncée, le n-ème barrage militaire franchi, un immense portail couleur rouille indique le «Centre rwandais de formation de cadres». C'est ici, à Gitarama, une ville de province à 55 km au sud-ouest de Kigali, que siège depuis le 9 avril le «gouvernement» du Rwanda: 19 ministres, dont au moins la moitié «en mission à

l'étranger», un Premier ministre et un président. Le Dr Théodore Sindikubwabo, que la garde présidentielle est allée chercher deux jours après l'assassinat de Juvénal Habyarimana. «Vous êtes maintenant le nouveau chef de l'Etat», avait-on alors expliqué à l'ancien président du Parlement. Mais ces jours-ci, personne ne semble savoir où il se trouve exactement. Sous peu, il en ira de même de l'ensemble du «gouvernement»: depuis trois jours, sous la pression militaire des rebelles du FPR (Front patriotique rwandais), il discute essentiellement de son «déménagement».

Dissipant de fortes effluves de bière de bananes, un sergent-major des Forces armées rwandaises (FAR) veille au respect du protocole. Une demande d'audience doit être remplie même si, à la ligne «personnalité sollicitée», il suffit de marquer génériquement «ministres», au pluriel; «on

verra bien qui est là», explique l'officier en disparaissant à nouveau dans ce qui ressemble plutôt au bivouac d'une armée en campagne: autour des salles de classe, des dortoirs pour fonctionnaires en stage et de quelques villas naguère réservées aux enseignants s'entassent cantines militaires, matelas, armes et, en nombre, des soldats somnolents. Finalement, après une

heure d'attente au «Café Mimosas», la buvette de quartier juste en face, le Premier ministre Jean Kambanda reçoit, déclarant: «Plutôt que des Casques bleus assurant seulement l'acheminement d'une aide humanitaire, nous souhaitons que les Nations unies déploient une force d'interposition.»

On le comprend. A la tête d'un Etat croupion, qui se réduit à environ 800 fonctionnaires ayant droit de pénétrer dans son camp retranché, le «gouvernement» ne résiste à rien: ni à la pression militaire des rebelles qui, après avoir pris dimanche l'aéroport et tout l'est de la capitale, pilonnaient hier le centre-ville de Kigali et menaçaient de couper la route au sud de Gitarama, dans un mouvement d'encerclement; ni, du reste, la surenchère de ses propres «miliciens», véritables héritiers du pouvoir de l'ancien régime. qui, le génocide des Tutsis pratique-

ment mené à terme, exercent le chantage assassin pour une guerre à outrance, jusqu'à une «solution finale». Lui-même issu de l'opposition, le Premier ministre, plutôt n-déré mais sans illusion sur son sort cas de victoire des rebelles, met son espoir dans une «force neutre d'interposition»...

En attendant, son «gouvernement» ne contrôle plus rien. A Kabuye l'évêché attendant, plus de 30 000 personnes se sont réfugiées dans différents camps: au petit séminaire, chez les frères jésuites, à l'école... Les trois quarts d'entre elles sont des Tutsis ayant, miraculeusement, échappé à un massacre général. «Des hommes uniformes viennent, ils en prennent deux, trois ou, parfois, des dizaines, qu'ils passent par les armes», s'indigne le responsable d'un camp. L'évêque, Mgr Thaddée Nsengiyumva, s'en est plaint à maintes reprises



près du gouvernement. « Ils n'y peuvent rien, ils n'ont pas les moyens », se résigne-t-il. « Chaque nuit, des extrémistes hutus tuent une dizaine de personnes », confirme le CICR (Comité international de la Croix-Rouge). C'est littéralement sous ses fenêtres, souvent pendant le couvre-feu, que les nerfs de l'ancien régime abattent des réfugiés tutsis, soupçonnés « d'intelligence avec les rebelles ».

Montée sur le front. Depuis Gitarama, la route goudronnée chemine vers le nord au milieu de verdoyantes collines. Soudain, à 35 km de la capitale, le premier camp de l'exode fait irruption: des huttes de branchages, parfois couvertes d'une bâche bleue, se succèdent à perte de vue, dans l'odeur d'excréments. Des familles entières crouissent dans le fossé, l'air abrutit, alors que les plus vaillants se livrent à de petits commerces — un béignet pour un vêtement... — ou cherchent du bois de chauffe, de plus en plus loin. A l'ap-

proche de Kigali, les collines sont entièrement pelées, les camps de fortune se succédant, de plus en plus rapprochés, jusqu'à envahir la route nationale. « Ils sont 110 000 aux portes de la capitale », estimait le CICR avant-hier. Mais, depuis, il y a eu « Saïgon »: une marée humaine fuyant Kigali en une interminable file.

Grouillant dans les collines, innombrables comme des fourmis sur les sentiers qui traversent la forêt et les bananeraies, les habitants de Kigali se sauvent: hommes, femmes et enfants, un sac sur la tête, une petite valise à la main, un bébé dans le dos ou sur les épaules. Autour des rares véhicules tout terrain qui, ici, se frayent un chemin, cette masse humaine se resserre, imperméable aux coups de klaxon. Les corps s'écartent, des visages en sueur, à bout d'effort, apparaissent aux vitres comme sous une loupe grossissante. Dimanche, l'armée gouvernementale a perdu pied dans l'est de la

capitale. Mardi matin, anticipant sur l'issue finale, des dizaines de milliers d'habitants ont fait leur balluchon. Ils avaient raison: hier, les rebelles du FPR se battaient déjà au centre-ville.

A côté de son quartier général, sous les bombes, le chef d'état-major des FAR, le général Augustin Bizimungu, reçoit dans un salon miteux de l'hôtel des Diplomates, à 50 mètres de distance. L'explosion des obus ne le fait plus ciller. « J'essaie de stabiliser le front », dit-il, tout en trouvant « humain » que ses soldats désertent la capitale. « Combien me reste-t-il d'hommes? Honnêtement, je ne sais plus, nous étions 27 000 avant les événements... ». En raison de l'embargo décrété par l'ONU, pour les livraisons d'armes, « l'armée manque de munitions, alors que le FPR est approvisionné par l'Ouganda qui importe tout ce dont il a besoin ». Et le gouvernement? Le général est secoué d'un petit rire. « Si'il était ici, à Kigali, il agirait sans doute autrement »...

Mais le général, lui aussi, n'exerce qu'un pouvoir d'apparence. Dans le hall de l'hôtel, après l'entretien, un Européen s'énervait attirant l'attention. « Ce petit lieutenant veut me retirer mon escorte personnelle », s'agite « Georges », petit homme barbu, vêtu d'un jean et d'une veste de camouflage, une grenade dans la poche, un long couteau à la ceinture. Traqué, les yeux bleus transparents injectés de sang, l'Européen a peur après avoir eu, longtemps, des appuis puissants. Ami du défunt président, Georges Ruggiu, d'origine belge-italienne, n'a contrairement à ce que l'on avait cru — toujours pas quitté la capitale. Ancien responsable de « Radio Mille Collines », ayant lancé comme mot d'ordre, « chaque Hutu doit tuer son Belge », il fait l'objet d'un mandat d'arrêt international pour « incitation à la violence ». Vu la tournure des événements, il a toutes les chances de périr au milieu de la haine attisée par ses soins.

Georges Ruggiu n'est cependant qu'un instrument. Derrière le gouvernement et l'armée, ce sont les hommes forts de l'ancien régime — les commandants de la milice *Interahamwe*, littéralement: « ceux qui combattent ensemble » — qui, dans l'ombre, tirent les ficelles. Leur chef de file: le colonel Bagosora, un parent du défunt président, et à l'état-major de l'armée, « secrétaire général ». Cheville ouvrière des FAR, il coordonne, en même temps, le vrai pouvoir militaire-politique, depuis toujours parallèle: les agitateurs, gros bras et escadrons de la mort de l'ex-parti unique, ceux-là même qui, selon de nombreux témoignages concordants, ont déclenché la tuerie générale à partir du 7 avril, au lendemain de la mort du président.

Dans le dernier quartier habité qu'ils tiennent encore dans la capitale, autour du Stade régional, l'armée et le gouvernement rwandais ne sont, de facto, plus présents. Ici, sur un lacs de chemins de terre ravagés à flanc de colline, des miliciens de « l'autodéfense civile » règnent sans partage, armés de fusils, de machettes, de gourdins ou de couteaux de cuisine. Leur furie assassine s'étend aussi à l'ancien colonisateur, accusé de soutenir les rebelles. « Si vous êtes Belges, on vous brûle! », hurle l'un d'eux, à un barage, apercevant des Européens. Puis, il s'adresse aux militaires de l'escorte, armés et en uniforme: « Si vous accompagnez des Belges, on vous tue, vous aussi ». La menace, sérieuse, reste sans réplique.

Stephen SMITH

DIPLOMATIE

# Chine-Etats-Unis: les affaires avant les droits de l'homme

Les menaces de Washington de lier les questions humanitaires aux faveurs commerciales inquiètent davantage les lobbies américains que Pékin.

Washington, de notre correspondant

Bill Clinton devrait annoncer avant son départ pour l'Europe, le 1<sup>er</sup> juin, la décision qu'il doit prendre avant le 3 sur le renouvellement ou non de la « clause de la nation la plus favorisée » (MFN en anglais) en faveur de Pékin — autrement dit, la clause qui permet à la Chine de bénéficier, dans ses échanges commerciaux avec les Etats-Unis, des mêmes avantages que la quasi-totalité des autres partenaires de Washington. Renouvellement que le Président américain avait lui-même conditionné aux progrès du régime communiste chinois sur les droits de l'homme. La décision qu'il a indiquée mardi avoir déjà prise ne fera rien pour renforcer sa crédibilité diplomatique: il fera retraite, et renouvelera la MFN — abrité derrière la feuille de vigne d'un de ces compromis dont il est coutumier. Il y a un an, la nouvelle administration américaine — après que Clinton eut critiqué Bush pour avoir « frotté avec les tyrans » après le massacre de Tian Anmen — avait subordonné ce renouvellement à de « nets progrès » de la Chine. Toute une série de critères avaient été établis à l'occasion, dans sept domaines précis.

Critiqué il y a un an par les partisans du réalisme en diplomatie et en affaires, et du découplage entre ces deux domaines, Clinton risque à présent de se ridiculiser en devant prétendre que la Chine a effectivement fait des progrès depuis un an en matière de droits de l'homme — ce qui justifierait le renouvellement de la MFN —, tout en estimant que ces progrès sont insuffisants — ce qui expliquerait le maintien d'une série de sanctions de moindre importance. L'hebdomadaire britannique *The Economist* rappelait la semaine dernière qu'en matière commerciale, la clause de la nation la plus favorisée a été comparée à l'arme nucléaire en matière stratégique. En l'espèce, le bluff de la dissuasion n'a pas marché. Le gouvernement chinois a fait, depuis le début du bras de fer, le pari que Clinton n'irait pas au bout de ses menaces. Pékin a, depuis un an, fermement repoussé les demandes américaines. Notamment à Seattle, pendant le « sommet » asiatique et, plus récemment, à l'occasion d'une visite à Pékin du secrétaire d'Etat Warren Christopher. Clinton et son équipe avaient visiblement sous-estimé une série de facteurs politiques et diplomatiques, à commencer par la puissance des lobbies économiques, agricoles et industriels américains, qui ont évidemment intérêt à la poursuite du commerce avec le plus grand marché d'Asie, et le peu d'empressement des autres pays occidentaux à se ranger sur ce dossier aux côtés des Etats-Unis. Pire sans doute, le Président américain semble avoir confondu les époques. Cette diplomatie de nature quasi « carterienne », qui mélange allègrement le combat pour les droits de l'homme et les considérations économiques et stratégiques, avait peut-être, face à l'ex-URSS, un sens: l'Union soviétique était l'ennemi

stratégique des Etats-Unis. Rien de tel pour la Chine, dont le soutien est au contraire crucial pour Washington sur une série de dossiers internationaux — pour ne citer qu'un exemple, le dossier de l'atome nord-coréen —, et dont la bienveillante neutralité, à l'ONU, a permis à nombre de résolutions américaines de passer au cours des dernières années. On ne menace pas un allié de fait comme on parlait, à la fin des années 70, au principal ennemi: le Président américain, accusent ses critiques s'est visiblement trompé de registre de décennie.

En terme de négociations, Clinton brandi une menace dont ses adversaires savaient depuis le début qu'elle ne serait pas mise à exécution. Du coup, une série de fuites organisées depuis le début de la semaine préparent l'opinion au compromis typiquement Clinton que qui va bientôt être annoncé: secrétaire d'Etat aurait présenté au Président un rapport sur la question, faisant état de « progrès » chinois dans certains domaines. Le secrétaire à l'Agriculture Mike Espy s'est vu prié de bien vouloir demander publiquement au Président le renouvellement de la clause de la nation la plus favorisée pour bien illustrer, à usage des sources et malentendants, l'ampleur des intérêts en cause pour les fermiers américains. Officiellement, les « progrès » constatés auraient été accomplis dans deux des sept domaines jugés cruciaux par Washington: l'exportation illégale vers les Etats-Unis de produits fabriqués par les prisonniers chinois et la interdiction d'émigration des familles dissidentes politiques. Dans les autres domaines (la situation au Tibet, la fin du brouillage des radios étrangères, le respect de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la libération des prisonniers politiques), l'autorisation pour la Croix-Rouge de visiter les prisons), non seulement aucun progrès n'aurait été accompli, dans certains cas, les Américains auraient même observé une détérioration. Le représentant au Commerce américain, Mickey Kantor, faisant courir une mauvaise fortune bon cœur, a voulu fendre récemment la position américaine en expliquant que « l'Amérique agit toujours à la fois en fonction de ses intérêts, et de ceux des autres pays », aussi, selon certains, son principal.

Pierre BRIAN

# L'ONU fait le constat de son impuissance

Réunie à Genève, la Commission des droits de l'homme des Nations unies a préconisé l'envoi d'observateurs. « Trop peu, trop tard », entendait-on dans les couloirs...

Genève, de notre correspondant

Après le retrait peu glorieux des Casques bleus au plus fort des massacres au Rwanda, la Commission des droits de l'homme de l'ONU s'est réunie mardi et mercredi en session extraordinaire à Genève. Dans une résolution adoptée hier, elle préconise l'envoi d'observateurs et recommande l'envoi d'un rapporteur spécial qui dans un délai d'un mois fournira ses premières recommandations. « Trop peu, trop tard », estiment les représentants d'organisations non gouvernementales, qui s'insurgent devant le succès du Soudan, de l'Algérie et de l'Egypte qui, opposés à l'utilisation du mot « génocide », sont parvenus à édulcorer le texte final de la résolution. Celle-ci, en retrait sur les versions précédentes, déclare que « des actes à caractère de génocide ont pu survenir ».

La résolution, au grand dam des ONG, n'appelle pas à la création d'une Commission ou d'un Tribunal international sur les crimes de guerre sur le modèle de l'ex-Yougoslavie.

Antoine Bernard de la Fédération internationale des droits de l'homme s'exclame: « Il est impensable que les auteurs de ces crimes puissent bénéficier de l'impunité. La Communauté internationale doit prendre des mesures pour les sanctionner. » Une exigence qui ne répond pas seulement à des impératifs éthiques: « Ne pas condamner les responsables des massacres au Rwanda, c'est proposer l'impunité aux futurs massacreurs », prévient-on en coulisses. Mais, semble-t-il, certains pays africains et asiatiques, notamment la Chine, la Syrie et l'Indonésie, ont été jusqu'ici réticents à laisser mettre en place un instrument juridique trop indépendant à leurs yeux. Toutefois, la résolution ne ferme pas définitivement la porte à un futur Tribunal sur les crimes de guerre, puisque le point 17 affirme que « la Communauté internationale devra tout entreprendre pour faire comparaitre en justice les auteurs des violations des droits de l'homme ».

Durant ces deux jours se sont exprimés

les représentants d'un gouvernement aux mains couvertes de sang, des miraculés de la répression tels Monique Mujawamaliya, secrétaire générale de l'Association des libertés publiques, longtemps terrée à Kigali sous un faux plafond, et Alphonse Nkubito, procureur de la République évacué dans un sac de farine, des représentants d'ONG qui depuis des mois prévenaient qu'un génocide était en cours dans l'indifférence absolue. S'exprimant au nom d'un gouvernement, principal responsable du massacre de centaines de milliers de personnes de la minorité tutsie et d'opposants hutus, selon Amnesty International. Straton Nsabumukunzi, ministre de l'Elevage, a fait un étonnant exercice de révisionnisme historique, accusant du haut de la tribune « les rebelles du FPR avec le soutien militaire et politique du gouvernement ougandais de s'être livrés à des massacres systématiques de Hutus et de les avoir enterrés dans des fosses communes préparées depuis longtemps ».

Devant les massacres qui continuent, Monique Mujawamaliya estime que « seule la France peut faire quelque chose. C'est elle qui est écoutée par les miliciens et le gouvernement de Kigali, c'est elle qui a armé et soutenu ce régime d'assassins, si elle s'implique résolument, elle peut encore freiner les atrocités qui se poursuivent ». Au vu du passif de la politique française au Rwanda, la prestation du ministre français de l'Action humanitaire, Lucette Michaux-Chevry, qui appelait à « réprimer les auteurs des crimes » a surpris l'assemblée, où des voix se sont élevées pour juger « qu'un peu plus de discrétion aurait convenu à la France qui n'est pas pour rien dans la tragédie en cours ». Certains hauts fonctionnaires des Nations unies ne cachaient pas leur dégoût devant cette session. Adrien-Claude Zoller, du service des droits de l'homme, résume lapidairement: « C'était un génocide annoncé. Tous les gouvernements étaient au courant. Ils ont choisi de ne rien faire ».

Pierre HAZAN

**3615 GO**  
TEL (1) 49 23 26 80

PARIS-PALMA	99
Départ 28/05	
Retour 04/06	
PARIS-TUNIS	109
Départ 29/05	
Retour 05/06	
PARIS-TENERIFE	159
Départ 28/05	
Retour 05/06	
Prix A/R, taxes non incluses.	
et plus de 300 destinations.	